

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bâtiment Territoires  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 15 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10 mars 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PYROFEERIE**

Terme de la Croix du Banquet  
81490 Saint-Salvy-de-la-Balme

Références : 81-RA-2023-35

Code AIOT : 0006809624

Pièces jointes : 1 projet d'arrêté préfectoral portant levée de mise en demeure

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mars 2023 dans l'établissement PYROFEERIE implanté Terme de la Croix du Banquet sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme (81490). L'inspection a été annoncée le 07 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Plusieurs faits non-conformes ont été relevés lors de la précédente inspection réalisée le 20 décembre 2021 notamment au regard de l'absence de vérification des dispositifs de protection contre la foudre et des installations électriques.

Suite à cette inspection, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral en date du 8 mars 2022 de se mettre en conformité dans un délai de 8 mois.

L'inspection a été réalisée afin de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PYROFEERIE
- Terme de la Croix du Banquet - 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme
- Code AIOT : 0006809624
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PYROFEERIE sarl est spécialisée dans la conception et la réalisation de tir de feux d'artifices et spectacles pyrotechniques nécessitant des opérations de stockage, de montage et de fabrication d'artifices.

Plusieurs bâtiments sont présents sur ce site, chacun étant dédié à des activités spécifiques et des produits spécifiques. Les bâtiments sont timbrés, conçus et positionnés de telle sorte à ce qu'il n'y ait pas risque d'effets dominos entre eux et limiter les zones d'effet Z1 et Z2 à l'intérieur du périmètre de ses installations.

Une zone d'incinération des matières dangereuses non transportables (ratés de montage et de production) est également présente sur le site.

Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 4 avril 2018 pour les activités de fabrication et de stockage d'artifices de divertissement. Sa situation administrative est régulière.

Les thèmes de visite retenus sont le suivi de l'inspection réalisée le 20 décembre 2021 et le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre la foudre	Arrêté préfectoral du 04/04/2018 article 8.4.7.	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Protection contre la foudre	Arrêté ministériel du 04/10/2010 article 22	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Protection contre la foudre	Arrêté ministériel du 04/10/2010 article 21	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté préfectoral du 04/04/2018 article 8.4.2.	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 8 mars 2022 étant désormais respectées, un projet d'arrêté préfectoral portant levée de la mise en demeure est joint au présent rapport.

Par ailleurs et lors de l'inspection du 20 décembre 2021, d'autres points de contrôle avaient fait l'objet de constats « susceptibles de suites administratives », à savoir : timbrage des dépôts (incohérence des informations portées sur le registre informatique et les produits stockés), produits chimiques (étiquetage, fiches de données sécurité) et voie de circulation à l'aire de destruction.

À ce titre, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le registre informatique correspondant à l'état des stocks. Un contrôle par échantillonnage a permis de s'assurer de la cohérence des informations portées sur le registre avec la quantité de masse active mentionnée sur l'étiquette de certains articles explosifs stockés dans les bâtiments 2, 3 et 5. Ce registre fait apparaître le respect du timbrage des dépôts.

De plus, l'exploitant a procédé à l'étiquetage réglementaire sur les emballages de dichromate de potassium, noir de carbone et d'hexamine et dispose désormais des fiches de données de sécurité de ces produits.

Enfin et suite à une visite du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) réalisée en janvier 2022, il a été constaté que l'aire de destruction est située à environ 17 mètres de la route qui longe le site. Autour de cette aire de destruction, un rayon de 2 mètres environ est dégagé de végétation. Le point d'eau naturel enregistré se situe à environ 200 mètres de l'aire de destruction. Par conséquent, le SDIS considère qu'il n'est pas nécessaire de créer une voie de circulation et d'accès spécifique pour l'aire de destruction. Les dispositions réglementaires figurant à l'article 9.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 4 avril 2018 seront adaptées ultérieurement afin de supprimer la prescription suivante : *« La zone de destruction est directement accessible par une voie de circulation convenablement entretenue et présentant une surface de roulement nivelée exempte de trous, de saillies ou d'autres obstacles. »*

En conclusion, l'exploitant a pris en compte l'ensemble des écarts relevés lors de l'inspection du 20 décembre 2021.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 04/04/2018, article 8.4.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la prévention des risques de ses installations en cas de foudre et de séisme en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'installation est équipée de dispositifs de protection contre la foudre (parafoudres).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a remis à l'inspection des installations classées par courrier électronique en date du 20 février 2023 le rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p>
<b>Constats :</b> <p>La dernière vérification des dispositifs de protection contre la foudre a été réalisée le 8 novembre 2022 par un organisme compétent.</p> <p>Le rapport de vérification ne met pas en évidence de non-conformité des installations.</p>
<b>Observations :</b> <p>Lors de la prochaine vérification périodique des dispositifs de protection contre la foudre qui aura lieu en 2024, l'exploitant fournira la notice de vérification et de maintenance des dispositifs à l'organisme compétent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 04/04/2018, article 8.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a remis à l'inspection des installations classées par courrier électronique en date du 20 février 2023 le rapport de vérification des installations électriques.</p> <p>Le rapport de vérification en date du 10 novembre 2022 fait état de 7 observations. L'exploitant s'est engagé à apporter les améliorations nécessaires pour le 30 juin 2023 au plus tard.</p>
<b>Observations :</b> <p>L'exploitant informera par écrit l'inspection des installations classées, au plus tard le 30 juin 2023, des travaux réalisés sur les installations électriques permettant de lever les 7 observations mentionnées dans le rapport de vérification en date du 10 novembre 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet